

se prononcera ou non en faveur de l'aménagement d'un pipe-line pour amener le pétrole à Montréal. Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si le projet est actuellement à l'étude?

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Il va sans dire que le gouvernement étudie tous les aspects de cette question à l'heure actuelle.

**M. Argue:** Le premier ministre peut-il nous dire quand une décision sera prise? Sera-ce bientôt ou dans un avenir éloigné?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Pour le moment, nous cherchons à faire avancer les travaux de la Chambre. Quand nous aurons disposé des questions inscrites à l'ordre du jour, nous serons alors en mesure de dire quand une décision sera prise à ce sujet.

## LA DÉFENSE NATIONALE

### L'OTAN—PROJET DE MISE EN COMMUN DES ARMES NUCLÉAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition):** A la suite d'une nouvelle qui m'a été communiquée juste avant le lunch, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dans les circonstances, je n'ai pu lui en donner avis. Peut-être voudra-t-il considérer mon interpellation comme un avis, étant donné l'importance de la question. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aurait-il des observations à faire au sujet des paroles que le commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe aurait prononcées devant l'association de parlementaires de l'OTAN à Paris, aujourd'hui, et selon lesquelles il conviendrait d'instituer une mise en commun d'armes nucléaires pour l'alliance et de donner voix égale à chacun des 15 pays membres quant à l'emploi de ces armes?

**L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Autant que je sache, nulle décision n'a été prise à cette fin.

### INTERPELLATION AU SUJET DE L'ACHAT D'AVIONS DE CHASSE À RÉACTION AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Hubert Badanai (Fort-William):** En l'absence du ministre de la Défense nationale, je désire poser une question au ministre associé. Le ministre peut-il faire savoir à la Chambre si le gouvernement canadien a conclu un accord avec les États-Unis en vue de l'achat d'avions de chasse à réaction en échange de l'acquisition par les États-Unis d'avions de transport canadiens?

**L'hon. Pierre Sévigny (ministre associé de la Défense nationale):** En réponse à la question posée par le député de Fort-William, je dirai qu'on n'a encore conclu aucun accord définitif à ce sujet.

(Texte)

### QUESTION RELATIVE AU VOYAGE DU MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Azellus Denis (Saint-Denis):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre associé de la Défense nationale. L'honorable ministre a-t-il l'intention d'aller rejoindre l'honorable ministre de la Défense nationale (M. Harkness) à Washington, où des problèmes importants sont discutés avec les autorités militaires américaines?

**L'hon. Pierre Sévigny (ministre associé de la Défense nationale):** Ma réponse à la question de l'honorable député de Saint-Denis (M. Denis) est celle-ci: je tiens à signaler qu'au cours de la dernière séance de la Chambre, l'honorable ministre de la Défense nationale a bien mentionné qu'il se rendait à Washington afin de faire la connaissance du secrétaire de la Défense, M. Gates, et d'autres hauts fonctionnaires.

Ayant déjà rencontré ces personnages, à mon avis, il ne m'est pas nécessaire d'accompagner l'honorable ministre de la Défense nationale dans son voyage, particulièrement en vue de la nature urgente du travail qui me retient ici.

(Traduction)

## LES DROITS DE L'HOMME

### ENTREPRENEURS DE TRANSPORT POSTAL—PRÉSUMÉE INTERDICTION DE SE LIVRER À UNE ACTIVITÉ POLITIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** J'aimerais poser une question au ministre des Postes. Étant donné que les entrepreneurs de transport postal au Canada ont été mis en garde contre toute participation à une activité politique, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial, et que, d'autre part, ces entrepreneurs de transport postal ne sont pas fonctionnaires, le ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi on restreint les droits et les libertés fondamentales de ces personnes? Pourrait-il préciser s'il s'agit là d'une mesure qui annonce une proclamation possible?

**L'hon. W. M. Hamilton (ministre des Postes):** Voilà, à mon avis, une question sans urgence. On pourrait aussi bien l'inscrire